

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE JUILLY (Seine et Marne)

Séance du Lundi 20 janvier 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le lundi vingt janvier à vingt heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Juilly, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Daniel HAQUIN, Maire.

**NOMBRE DE CONSEILLERS**

En exercice : 19  
Présents : 11  
Votants : 13

**Date de la convocation :**  
15 janvier 2025

**Date d'affichage :**  
27 janvier 2025

Etaient présents : M. HAQUIN Daniel, Mme JASZECK Solange, M. ISAAC Stéphane, Mme FAVINO Christine, Mme BECKER Evelyne, M. DESSOMMES Michel, M. HEURTAUT Nicolas, M. LAUDE Evan, Mme MÜNCH Françoise, VILLALBA Fabienne, Mme Myriam VALLON.

Absents excusés :

M. TOURNADRE Thierry a donné pouvoir à Mme JASZECK Solange, M. ANGIBAUD François a donné pouvoir à Mme Myriam VALLON Mme COSTANZA Sandrine, Mme DUQUEYROIX Mélanie, M. ENE Florian, Mme JENTRELLE Mabinty, M. SPERBER Georges, M. STEFEN Alain,

Secrétaire de séance : Mme VILLALBA Fabienne

**Objet de la délibération n°01/25:**

Instauration d'astreinte administrative  
en matière d'urbanisme

: - : - : - : - : - : - : -

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que la loi N°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, dite « Engagement et proximité », a introduit de nouvelles mesures administratives destinées à renforcer la police de l'urbanisme, et de ce fait à renforcer les pouvoirs du Maire en matière d'urbanisme.

Devant la prolifération de l'édification de constructions, de travaux effectués en violation du contenu de l'autorisation accordée, ou en l'absence totale d'autorisation, le Maire agit au nom de l'Etat.

Au-delà des mesures prises et conformes aux articles L480-1 / L610-1 et L480-4 du Code de l'urbanisme, le Maire peut, après avoir invité l'intéressé à présenter ses observations, dans un délai imparti, mettre en demeure le contrevenant :

- Soit de procéder à la mise en conformité de la construction, de l'aménagement de l'installation ou des travaux en cause aux dispositions dont la méconnaissance a été constatée,
- Soit de déposer, selon le cas, une demande d'autorisation visant leur régularisation nécessaire,

Le délai fixé par cette mise en demeure varie selon la nature de l'infraction et des travaux à effectuer.

En complément de cette mise en demeure, est introduite la faculté de rajouter une astreinte.

Le barème des astreintes administratives est annexé à la présente délibération. Il est modulé en tenant compte d'une part de l'importance des travaux à réaliser et, d'autre part, de la gravité de l'atteinte aux règles d'urbanisme.

Le texte prévoit que l'astreinte ne peut excéder 25 000 € maximum perçu et 500 €/jour de retard.

Les sommes recouvrées le sont au bénéfice de la Commune.

Le Maire,  
- certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,  
- informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de MELUN dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication/affichage.  
Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le Maire peut consentir une exonération partielle ou totale du produit de l'astreinte si le redevable démontre qu'il n'a pas exécuté ses obligations en raison de circonstances qui ne sont pas de son fait (Article L.481-2d du Code de l'Urbanisme).

Cette procédure n'est en aucun cas dérogatoire à une procédure pénale menée de pair qui aurait vocation à devenir caduque, si la procédure d'astreinte réussissait, du moins en ses dispositions civiles.

Dans ce cadre, la Commune souhaite arrêter un barème qui tiendra compte de l'importance de l'infraction.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29,

VU la loi N°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

VU le dispositif des articles L480-1/L481-1 à 3 du code de l'urbanisme,

CONSIDERANT l'intérêt qu'offre le dispositif d'astreintes administratives en cas d'infraction pour inciter les pétitionnaires à respecter les dispositions prévues par le code de l'urbanisme.

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Monsieur le Maire,**

**APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRESENTS ET REPRESENTES**

- INSTAURE sur le territoire de la Commune de JUILLY, un barème relatif à la mise en œuvre d'une astreinte prévue par les articles L481-1 à 3 du code de l'urbanisme tel que défini dans l'annexe jointe à la présente délibération,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.
- DIT que cette délibération sera transmise à Monsieur le Président de la CARPF et au pôle ADS de l'agglomération

Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus  
Au registre sont les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
Le Maire, Daniel HAQUIN



**INFRACTIONS AUX REGLES DE FORME**  
(exécution de travaux non autorisés par un permis de construire)

<b>CONSTRUCTIONS NOUVELLES</b>					
Types de travaux / d'aménagements	Article CU	Numéro Natif	Montant journalier de l'astreinte	Montant mensuel potentiel (sur la base de 30 jours)	Montant maximum potentiel
Construction supérieure à 20 m <sup>2</sup> d'une hauteur inférieure ou égale à 12 mètres	<a href="#">R.421-1</a>	341	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €
Construction supérieure à 5 m <sup>2</sup> et d'une hauteur supérieure à 12 mètres	<a href="#">R.421-1</a> <a href="#">R.421-2</a>	341	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €
Construction d'une piscine dont le bassin est supérieur à 100 m <sup>2</sup>	<a href="#">R.421-1</a>	341	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €
Construction d'une serre dont la hauteur est supérieure à 4 mètres ou d'une surface supérieure à 2 000m <sup>2</sup>	<a href="#">R.421-1</a>	341	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €
Fosse nécessaire à une activité agricole dont le bassin est supérieur à 100 m <sup>2</sup>	<a href="#">R.421-1</a>	341	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €

<b>TRAVAUX SUR CONSTRUCTIONS EXISTANTES</b>					
Types de travaux / d'aménagements	Article CU	Numéro Natif	Montant journalier de l'astreinte	Montant mensuel potentiel (sur la base de 30 jours)	Montant maximum potentiel
Création d'une extension de moins de 20 m <sup>2</sup> (ou moins de 40 m <sup>2</sup> en zone U du PLU si le seuil du recours à l'architecte est atteint)	<a href="#">R.421-14 a)</a>	341	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €
Changement de destination entre les différentes destinations et sous-destinations avec travaux modifiant les structures porteuses ou la façade du bâtiment	<a href="#">R.421-14 c)</a>	341	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €

**INFRACTIONS AUX REGLES DE FORME**  
(exécution irrégulière de travaux soumis à déclaration préalable)

<b>CONSTRUCTIONS NOUVELLES</b>					
Types de travaux / d'aménagements	Article CU	Numéro Natif	Montant journalier de l'astreinte	Montant mensuel potentiel (sur la base de 30 jours)	Montant maximum potentiel
Construction comprise entre 5 et 20 m <sup>2</sup>	<a href="#">R.421-9</a>	5969	40,00 €	1 200,00 €	14 600,00 €
Construction inférieure à 5 m <sup>2</sup> mais d'une hauteur supérieure à 12 mètres	<a href="#">R.421-9 c)</a>	5969	40,00 €	1 200,00 €	14 600,00 €
Edification d'une clôture inférieure à 2m	<a href="#">R421-2 f)</a>	5969	30,00 €	900,00 €	10 950,00 €
	<a href="#">R421-12</a>				
Edification d'un mur de clôture supérieure ou égale à 2 mètres	<a href="#">R421-9 e)</a>	5969	30,00 €	900,00 €	10 950,00 €
Construction d'une piscine extérieure de moins de 100 m <sup>2</sup>	<a href="#">R421-9 f)</a>	5969	20,00 €	600,00 €	7 300,00 €
Construction d'une piscine couverte (couverture supérieure à 1,80 m) de moins de 10 m <sup>2</sup>	<a href="#">R421-11 II d)</a>	5969	20,00 €	600,00 €	7 300,00 €
Construction d'une serre d'une hauteur comprise entre 1,80 et 4 mètres d'une surface inférieure à 2 000 m <sup>2</sup>	<a href="#">R421-9 g)</a>	5969	40,00 €	1 200,00 €	14 600,00 €
Fosses nécessaires à l'activité agricole d'une surface comprise entre 10 et 100 m <sup>2</sup>	<a href="#">R421-9 i)</a>	5969	40,00 €	1 200,00 €	14 600,00 €

<b>TRAVAUX SUR CONSTRUCTIONS EXISTANTES</b>					
Types de travaux / d'aménagements	Article CU	Numéro Natif	Montant journalier de l'astreinte	Montant mensuel potentiel (sur la base de 30 jours)	Montant maximum potentiel
Travaux ayant pour effet de modifier l'aspect extérieur d'un bâtiment	<a href="#">R.421-17 a)</a>	5969	10,00 €	300,00 €	3 650,00 €
Changement de destination d'un bâtiment existant	<a href="#">R.421-17 b)</a>	5969	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €
Travaux sur un élément du PLU identifié comme présentant un intérêt d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique	<a href="#">R.421-17 d)</a>	5969	20,00 €	600,00 €	7 300,00 €
Extension comprise entre 5 et 20 m <sup>2</sup> (40m <sup>2</sup> si les seuils de recours à l'architecte ne sont pas atteints)	<a href="#">R.421-17 f)</a>	5969	40,00 €	1 200,00 €	14 600,00 €
Transformation d'une surface close de plus de 100 m <sup>2</sup> en surface de plancher	<a href="#">R.421-17 g)</a>	5969	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €

**INFRACTIONS AUX REGLES DE FORME**  
(exécution irrégulière de travaux soumis à déclaration préalable)

<b>TRAVAUX INSTALLATIONS AMENAGEMENTS</b>					
Types de travaux / d'aménagements	Article CU	Numéro Natinf	Montant journalier de l'astreinte	Montant mensuel potentiel (sur la base de 30 jours)	Montant maximum potentiel
Création d'un lotissement	<a href="#">R.421-19 a)</a> et <a href="#">R.421-23 a)</a>	26966	100,00 €	3 000,00 €	25 000,00 €
Implantation irrégulière d'une habitation légère de loisirs en dehors des emplacements autorisés	<a href="#">R.111-40 - R.421-1 - R.421-9 a)</a>	6834	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €
Implantation irrégulière d'une résidence mobile constituant l'habitat permanent des gens du voyage pendant plus de trois mois consécutifs	<a href="#">R.421-23 j)</a>	32259	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €
Implantation irrégulière de caravane pendant plus de trois mois par an	<a href="#">L.421-4 - R.421-23 d)</a>	6813	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €
Aménagement de parc d'attraction ou d'aire de jeux et de sports non autorisé par un permis d'aménager	<a href="#">R.421-19 h)</a>	23030	100,00 €	3 000,00 €	25 000,00 €
Réalisation irrégulière d'affouillement ou d'exhaussement du sol	<a href="#">R.421-19 k)</a> - <a href="#">R.421-23 f)</a>	32032	40,00 €	1 200,00 €	14 600,00 €
Réalisation irrégulière de travaux modifiant ou supprimant un élément protégé par un motif d'ordre culturel, architectural, écologique, patrimonial ou paysager	<a href="#">L.151-19</a> et <a href="#">23 - L.111-22 - R.421-23 h) i)</a>	23033	20,00 €	600,00 €	7 300,00 €

<b>INFRACTIONS AUX REGLES DE FONDS</b>					
Types de travaux / d'aménagements	Article CU	Numéro Natinf	Montant journalier de l'astreinte	Montant mensuel potentiel (sur la base de 30 jours)	Montant maximum potentiel
Infraction aux dispositions du Plan Local d'Urbanisme par une personne physique	<a href="#">L.610-1 - L.152-1</a>	4572	30,00 €	900,00 €	10 950,00 €
Infraction aux dispositions du Plan Local d'Urbanisme par une personne morale	<a href="#">L.610-1 - L.152-1</a>	25031	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €
Réalisation en dehors des espaces urbanisés, de construction ou d'installation au bord d'une route à grande circulation	<a href="#">L.610-1</a> ; <a href="#">L.111-6 à 10</a>	23021	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €
Division irrégulière d'une propriété foncière soumise à déclaration préalable	<a href="#">L.610-1</a> ; <a href="#">L.421-4</a> ; <a href="#">R.421-23 b)</a>	23022	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €
Coupe et abattage d'arbre irrégulier soumis à déclaration préalable - espace boisé classé, ou bois, forêt, parc	<a href="#">L.610-1</a> ; <a href="#">L.421-4</a> ; <a href="#">R.421-23 g)</a>	4400	20,00 €	600,00 €	7 300,00 €
Installation d'une caravane dans un espace boisé classé	<a href="#">L.610-1</a> ; <a href="#">L.111-25</a> ; <a href="#">R.111-48</a>	6831	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €
Installation d'une résidence mobile de loisirs en dehors des emplacements autorisés	<a href="#">R.111-42</a>	26482	65,00 €	1 950,00 €	23 725,00 €

<b>AUTRES INFRACTIONS</b>					
Types de travaux / d'aménagements	Article CU	Numéro Natinf	Montant journalier de l'astreinte	Montant mensuel potentiel (sur la base de 30 jours)	Montant maximum potentiel
Obstacle au droit de visite des constructions par les autorités habilitées	<a href="#">L.461-1</a>	4579	150,00 €	4 500,00 €	25 000,00 €
Vente ou location des terrains compris dans un lotissement sans savoir obtenu un permis d'aménager ou une déclaration préalable	<a href="#">L.442-1 et 3</a> ; <a href="#">R.421-19 a)</a> ; <a href="#">R.421-23 a)</a>	21968	150,00 €	4 500,00 €	25 000,00 €
Exécution, par une personne physique, irrégulière de travaux	<a href="#">L.421-1</a> , <a href="#">L.421-4</a> , <a href="#">R.421-9</a> , <a href="#">R.421-17</a>	5969	10,00 €	300,00 €	1 200,00 €
Exécution, par personne morale, irrégulière de travaux	<a href="#">L.421-1</a> , <a href="#">R.421-1</a> , <a href="#">R.421-14</a>	24120	20,00 €	600,00 €	2 400,00 €